

Dimanche 3 juillet 2011

DE NOUVELLES INQUIETUDES POUR L'HOPITAL

COMITE DE DEFENSE DE L'HOPITAL D'ARGENTEUIL

JUIN 2011

Le 9 juin dernier, le CNOS (Comité National d'Organisation Sanitaire et sociale) s'est prononcé à l'unanimité pour l'autorisation de la rythmologie malgré un nouvel avis défavorable de l'ARS qui, décidément s'acharne. Elle confirmait ainsi l'avis de la CSOS (Commission Spécialisée de l'Offre de Soins) en janvier et celui du Ministre de la Santé en mars.

Mais, à ce jour, la notification officielle n'a toujours pas été transmise par le Ministre. Or, la non-transmission de cette notification dans les 2 mois suivant la décision équivaudrait à un refus. Projetterait-on un mauvais coup en profitant de la période des vacances? Nous ne l'accepterons pas et nous l'avons signifié à Xavier Bertrand par le courrier ci-joint.

Il semble que les travaux de reconstruction reprennent après un arrêt du chantier lié à des modifications nécessitées par un projet conçu trop rapidement en bureau d'étude, sans concertation avec les personnels. Cependant, pharmacie et stérilisation ne sont toujours pas intégrées et les tranches 2 et 3 ne sont toujours pas financées.

En même temps l'ARS poursuit de façon insidieuse le projet de fusion des hôpitaux d'Argenteuil et d'Eaubonne en conformité avec la loi Bachelot. Nous ne sommes bien évidemment pas opposés à des coopérations, à condition qu'elles soient constructives et améliorent le service rendu aux populations. Malheureusement l'expérience montre qu'à ce jour ces fusions, obéissant à une logique purement financière, se sont presque toujours traduites par des fermetures de services, voire d'établissements, et par des restrictions d'accès aux soins pour la population.

La Conférence Départementale de Santé qui s'est tenue le 9 juin dernier à l'initiative du Conseil Régional, a bien montré le besoin de services publics de proximité et de qualité, au plus près des usagers, particulièrement des plus en difficulté. Les populations des bassins d'Argenteuil et d'Eaubonne sont très différentes, les transports ne sont pas faciles. Deux hôpitaux de plein exercice ne sont pas un luxe mais une nécessité pour répondre aux besoins de façon complète et équitable.

Nous avions déjà déjoué en 2009, une manoeuvre de l'ARH visant à confier "provisoirement" la direction de l'hôpital d'Argenteuil à la directrice d'Eaubonne. Nous avons ainsi obtenu la nomination d'un directeur autonome, Mr Martin. Aujourd'hui, on réitère la manoeuvre en sens inverse : au 1er septembre, la directrice d'Eaubonne quitte ses fonctions pour diriger les établissements de Lagny, Coulommiers et Meaux, et il semble bien que ce soit cette fois Mr Martin, directeur d'Argenteuil, qui soit pressenti par Mr Evin, directeur de l'ARS, pour la remplacer, officiellement de façon intérimaire. La loi Bachelot lui donnant maintenant pouvoir discrétionnaire de nomination des directeurs d'établissements, il est à craindre que cet "intérim" ne préfigure une nomination définitive. Mr Martin semble d'ailleurs se couler sans état d'âme dans les projets de l'ARS et le cabinet ALTAO à qui a été confiée la finalisation du projet médical et du projet d'établissement travaille dans la droite ligne de la politique gouvernementale.

D'ores et déjà des choses se mettent en place en toute discrétion. C'est ainsi que la stérilisation devrait se faire à Eaubonne alors que la préparation des traitements de chimiothérapie se ferait à Argenteuil.

La permanence des soins (urgences) en chirurgie serait alternée sur les 2 établissements à partir du 1er octobre un jour sur deux.

Mr Martin a demandé au chef du service de chirurgie orthopédique de prendre la direction d'une équipe commune aux 2 établissements.

Des fermetures de lits sont prévues, avec un développement plus important des soins ambulatoires alors que l'on sait qu'il n'y a pas le relais nécessaire à l'extérieur de l'hôpital pour assurer le suivi des patients.

Quant à l'accord pour que les patients de l'hôpital d'Eaubonne soient dirigés sur Argenteuil pour la radiothérapie, il semble connaître des difficultés de mise en oeuvre dans la mesure où le privé participe aux réunions de concertation pluridisciplinaire et ne se prive pas d'y faire pression.

Bien évidemment, la baisse drastique des dotations et tarifications imposée au budget 2011 occasionnera des difficultés supplémentaires qui pourront servir de prétexte à de nouvelles réductions de services.

On constate en particulier une réduction importante de la dotation USLD (Unité de Soins de Longue Durée) sous prétexte que 25 à 30% des patients ne seraient pas suffisamment dépendants. En fait, l'objectif est de les transférer en EPHAD avec des financements différents faisant peser sur les familles et les Conseils Généraux une lourde charge financière. On croit rêver quand on apprend que la dotation versée pour des patients en USLD est réduite parce que, étant parfaitement soignés, ils ne présentent pas d'escarres, et sont donc considérés comme des patients "moins lourds". Autrement dit, il faudrait les soigner moins bien pour obtenir un budget plus important! Bel exemple d'incohérence, et surtout de mépris pour les malades et le personnel.

La situation est donc très inquiétante. Nous continuerons à nous battre sur chaque problème, mais il est évident qu'il ne peut y avoir de solution pérenne au seul niveau local.

C'est toute la politique de santé soumise à la loi de l'argent, à la domination des marchés financiers, qui implique la liquidation des services publics et la marchandisation de tout ce qui peut l'être, y compris la santé et le corps humain.

Dès la rentrée (et avant si nécessaire pour la rythmologie) il est indispensable de nous mobiliser largement pour exiger :

- le vote d'un budget de la Sécurité Sociale correspondant aux besoins, ainsi qu'une réforme de son financement et de sa gestion.

- l'abrogation de la loi HPST-Bachelot

- la maintien et le développement de l'hôpital d'Argenteuil avec tous les services dont la population a besoin, y compris ceux qui ont déjà été supprimés (chirurgie ORL, stomatologique, ophtalmologique) dans un précédent contrat de retour à l'équilibre financier.

Le Comité de Défense sera présent dans les initiatives publiques de rentrée dans les villes de notre bassin pour informer, alerter et mobiliser la population. Nous aurons besoin de la participation de tous.

Plus que jamais, le droit à la santé pour tous est menacé et doit être reconquis.

Bonnes vacances à tous. Prenez des forces, nous en aurons besoin.

Comité de Défense de l'Hôpital d'Argenteuil - Hôtel de Ville - 95870 BEZONS

Christiane Leser - 06 84 33 66 41 - "christianeleser@wanadoo.fr"

BLOG: cddha.wordpress.com

Par Services Publics Argenteuil Bezons - Publié dans : [Accès aux soins, droit à la santé](#)

[Contact](#) [C.G.U.](#)

[commentés](#)

[Signaler un abus](#) [Articles les plus](#)